

M. Hollande, ouvrez les yeux !

Alors que nous sommes en pleine crise économique, que les marges brutes des entreprises françaises sont encore en recul (pour être les plus basses en Europe), que les plans sociaux s'accumulent, qu'on dénombre 1328 chômeurs supplémentaires chaque jour (chiffre officiel du mois d'avril 2013), nous avons quotidiennement de nouvelles preuves de l'amateurisme du Président de la République et de son gouvernement.

Le Président Hollande se félicite de sa victoire à la Pyrrhus : il veut se convaincre que le délai de grâce de 2 ans pour revenir à un déficit de 3% accordé par la Commission Européenne est une bonne nouvelle. Mais c'est reculer pour mieux sauter ! L'austérité qui sera menée sera peut-être un peu moins brutale car étalée dans le temps, mais elle restera forte (avec un ajustement annuel de 1,3 points de PIB de 2012 à 2015) et très douloureuse car il n'y a aucune chance pour que le chômage baisse avant 2015.

Bercy a déposé il y a quelques jours au Parlement son projet de loi de règlement du budget de l'État au titre de l'année 2012, aux fins d'approbation des comptes. Alors que non seulement la croissance est nulle mais que la France est entrée en récession, le Gouvernement s'auto-congratule en affirmant que « *la France [...] a bien résisté, ne subissant pas de repli marqué de son activité à l'inverse de ses partenaires de la zone euro* ». Pourtant, en 2012, tous les secteurs d'activité sont marqués par la dégradation de l'activité, mais l'industrie (hors agroalimentaire) et la construction sont les secteurs les plus particulièrement touchés.

A l'été 2012, le Gouvernement de Jean-Marc Ayrault a augmenté brutalement le forfait social en le faisant passer de 8 à 20%. S'il avait voulu déstabiliser le climat social des PME et des grandes entreprises qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

Alors que la France a besoin de plus de croissance et de plus d'emplois, cette décision a notamment abouti pour de nombreux salariés à la fin de l'abondement d'employeur aux plans d'épargne d'entreprise (PEE) et plans d'épargne retraite collectifs (PERCO). Sans oublier la perte de revenus non négligeable pour plusieurs millions de salariés suite à la suppression des heures supplémentaires défiscalisées.

En additionnant les mesures du premier budget rectificatif de 2012 de la nouvelle majorité (relèvement du forfait social - la fiscalité sur l'intéressement et la participation -, taxe sur les dividendes) aux mesures du budget 2013 et du financement de la sécurité sociale, on atteint des hausses de prélèvements de 16 milliards sur les entreprises. À cette somme, il faut ajouter les trois milliards de prélèvement écologique (non encore détaillé) que le gouvernement a prévu pour financer son crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Au total, la hausse des prélèvements sur les entreprises atteint donc 19 milliards d'euros pour un crédit d'impôt de 20 milliards qualifié de « *révolution copernicienne* » par M. Moscovici (tribune parue dans *Libération* le 28 novembre 2012) ! Le Gouvernement n'a fait que donner d'une main ce qu'il a repris de l'autre. Tout cela pour aboutir à l'attribution de 4324 CICE pour 2,5 millions d'entreprises asphyxiées !

Le plus grand frein à l'entrepreneuriat dans notre pays est l'instabilité juridique en matière fiscale et sociale. En effet, confrontés à un changement incessant des « règles du jeu », les chefs d'entreprises souffrent d'un sérieux manque de visibilité. C'est pourquoi avec plusieurs de mes collègues, nous avons déposé à l'automne dernier une proposition de résolution

tendant à la création d'une commission d'enquête sur le coût économique de l'instabilité juridique en matière fiscale et sociale. A ce jour, nous n'avons pas obtenu satisfaction !

Pour sortir de la crise, le Gouvernement ne doit pas s'entêter mais en revenir aux mesures simples et de bon sens : diminuer significativement les dépenses publiques, baisser les cotisations patronales et salariales, exonérer de charges sociales pendant 3 ans les TPE qui embauchent en CDI un chômeur, opter pour une flexisécurité plus opérante.

C'est ainsi que nous gagnerons en compétitivité, que nous aurons une chance de réindustrialiser la France et de créer de l'emploi pour nos jeunes et nos moins jeunes.

Nous saurons redonner confiance à nos jeunes talents si prompts à l'heure actuelle à quitter notre pays pour privilégier l'étranger comme nouvelle ligne d'horizon.